

Soutien de l'intervention en Libye autorisée par l'ONU

suivi du retrait de ce soutien

lundi 4 avril 2011, par [Alliance Rouge-Verte \(DK\)](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mars 2011).

Déclaration, vendredi 18 mars 2011, du Comité Exécutif de l'Alliance Rouge-Verte à propos du soutien de l'intervention en Libye autorisée par l'ONU.

Le Comité Exécutif (CE) de l'Alliance Rouge et Verte a décidé de soutenir l'intervention autorisée par l'ONU visant à protéger la population civile libyenne, à condition que certaines conditions préalables soient respectées.

Le Comité Exécutif a tenu une réunion extraordinaire aujourd'hui pour décider si l'Alliance Rouge-Verte peut soutenir une intervention militaire en Libye selon la décision de l'ONU.

Le Comité Exécutif a convenu qu'il s'agit d'une situation très compliquée et qu'il n'existe aucune solution évidente. L'Alliance Rouge-Verte est généralement extrêmement sceptique quant à l'utilisation de moyens et d'interventions militaires dans d'autres pays.

Il y a quelques années, un congrès national de l'Alliance Rouge-Verte a voté une résolution stipulant que dans des cas extrêmes l'Alliance Rouge-Verte pourrait soutenir une intervention militaire, pour empêcher des crimes contre l'humanité, comme des génocides ou des épurations ethniques.

Le Comité Exécutif est d'avis que la décision de l'ONU peut pousser le régime libyen à accepter un cessez-le-feu et des pourparlers, ce qui permettrait aux Libyens de décider eux-mêmes de leur avenir. Le Comité Exécutif reconnaît comme essentiel le fait que l'opposition libyenne ait exprimé son désir d'une opération humanitaire internationale.

C'est dans ce cadre que le CE s'est accordé sur les points suivants :

1. Le CE remarque que le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté une résolution appelant à une intervention militaire en Libye dans le but de protéger la population civile libyenne contre des attaques menées par le régime de Kadhafi.
2. Le CE estime que la résolution adoptée et son contenu sont en accord avec les conditions préalables déterminées par le CE, le mardi 15 mars, pour que l'Alliance Rouge-Verte soutienne une telle intervention :
 - a) Elle contient un mandat clair de l'ONU.
 - b) Des crimes contre l'humanité sont perpétrés ou risquent de l'être.
 - c) Il y est garanti que la Libye ne sera pas occupée par des troupes étrangères.
 - d) Il est clair que les États arabes participeront à l'opération et que la Ligue Arabe soutient la zone d'exclusion aérienne.

Par ailleurs, la résolution contient d'autres éléments positifs :

e) Elle contient un appel à un cessez-le-feu immédiat suivi de négociations en vue de réformes politiques.

3. Le CE remarque que la décision de l'ONU a eu pour conséquence positive que le gouvernement libyen a affirmé sa volonté de déclarer un cessez-le-feu. L'Alliance Rouge-Verte considère qu'un cessez-le-feu suivi de négociations de réformes politiques est la meilleure solution au conflit.

4. Le CE reconnaît que des problèmes associés à une attaque sur la Libye existent, et particulièrement le risque que des bombardements étendus et prolongés menés par la coalition étrangère puissent faire de nombreuses victimes civiles et que l'intervention aboutisse à une occupation de la Libye et au contrôle du pétrole libyen.

5. C'est pourquoi le CE a décidé que le soutien de l'Alliance Rouge-Verte à cette intervention doit avoir pour prérequis que nous soyons sûrs du respect des conditions suivantes :

a) Une garantie que les attaques cesseront si le régime de Kadhafi accepte un cessez-le-feu et met fin à ses attaques.

b) Une garantie que les forces de l'ONU ne bombardera pas des zones résidentielles où se trouvent des civils.

c) Une garantie que la souveraineté future de la Libye soit totalement respectée, et qu'elle gardera le contrôle de ses ressources pétrolières.

6. Si le porte-parole de l'ARV en affaires étrangères (du groupe parlementaire de l'ARV) détermine que ces conditions sont respectées, le CE donne son accord pour que l'Alliance Rouge-Verte vote en faveur de l'intervention en Libye.

7. S'il s'avère que l'intervention en Libye évolue vers la transgression de ces conditions, l'Alliance Rouge-Verte exigera du Danemark qu'il cesse de soutenir cette intervention

L'Alliance rouge-verte a retiré ce soutien, comme indiqué le communiqué daté du 30 mars 2011 reproduit ci-dessous en anglais :

The operation is against the UN - we withdraw the support

Press Release/Red Green Alliance/Denmark, Wednesday, 30.03.2011 - 7.14 pm.

The action in Libya is not any more just about obtaining a ceasefire and protecting civilians. Instead it is about taking part in a civil war, and that is something, The Red-green Alliance will not support.

"The direction that the action has taken is in clear opposition to the UN resolution, and there has been made no serious attempts to establish a ceasefire," tells Frank Aaen, the defense policy spokesperson.

From protection to civil war

"Since last Friday they had succeeded in stopping the attacks from Gadaffi on the civilian

population. It was a correct decision to stop his attack, and we are pleased to have been part of it," Frank Aaen states.

But lately the operation has changed its character, so now we are involved in a civil war. The last couple of days the rebels had received air support to help them push forward, and even though we feel a great sympathy with the rebels, it is not the task of the military action to support one of the parties in a civil war.

No attempts on ceasefire

The development is, according to Frank Aaen, in clear conflict to the mandate that the UN and the Danish parliament (Folketinget) have granted. And that implies that the initial conditions of the Red-Green Alliance for supporting the operation are no longer fulfilled.

"It was crucial for us that the political goals were ceasefire and negotiations. And now we have to state that there has been made no serious effort in that direction whatsoever, even though it is point number one in the UN resolution," Frank Aaen says.

Several nations, and the African Union have tried to boost the negotiations, but they obtained no support from NATO or the Foreign Ministers of the Alliance. They prefer to continue bombing.

The Red-Green Alliance will work to get the operation back on the UN-track as soon as possible. A civil war and external attempts to enforce a change of regime in Libya might last years and will cost the lives of many civilians.
